INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 15 décembre 2022**

**INFOS MACRO**

* Conséquences des discours "hawkish" des Banques centrales depuis mercredi, les marchés actions européens et américains ont reculé nettement, perdant entre 2 et 3%. La Fed et la BCE ont adopté une stratégie identique pour contrer l'inflation à savoir un relèvement des taux directeur de 50 points de base. Le CAC 40 a perdu 3,09% à 6 522,77 points et l’EuroStoxx50 a cédé 3,49% à 3 836,52 points. Côté indice américain, le Dow Jones perd 2,35% vers 17h40.
* La Banque centrale européenne estime que les taux d'intérêt doivent encore être augmentés " sensiblement " à un rythme régulier, afin d'atteindre des niveaux suffisamment restrictifs pour assurer un retour au plus tôt de l'inflation vers l'objectif de 2 % à moyen terme.
* Concernant son bilan, la BCE entend poursuivre les réinvestissements, en totalité, des remboursements au titre du principal des titres arrivant à échéance acquis dans le cadre du programme d'achats d'actifs (APP) au moins jusqu'à fin février 2023.
* Par la suite, le portefeuille de l'APP sera réduit à un rythme mesuré et prévisible. Cette réduction sera de 15 milliards d'euros par mois en moyenne jusqu'à la fin du deuxième trimestre 2023, puis son rythme sera ajusté au fil du temps.
* Dans le sillage de ces déclarations, le rendement du 10 ans allemand gagne plus de 14 points de base à 2,085%.
* Quant à la Fed, elle a augmenté aussi d'un demi-point son principal taux d'intérêt, qui se situe dans la fourchette de 4,25 à 4,5%. Son président Jérôme Powell a déclaré que de nouvelles hausses de taux sont à attendre. Le taux directeur est attendu à plus de 5% en 2023.
* Au même titre que la BCE et la Fed, la Banque d'Angleterre et la Banque nationale suisse ont aussi annoncé une hausse de 50 points de base de son taux directeur, comme anticipé par les analystes. La BoE a ainsi porté son taux à 3,5% contre 3% précédemment et la BNS à 1%, à compter de vendredi.
* Dans ce contexte, plusieurs statistiques économiques américaines décevantes, dont les très importantes ventes au détail et les deux indices manufacturiers régionaux, renforcent les inquiétudes des investisseurs à propos des risques de récession.
* Le PIB français pourrait légèrement fléchir au quatrième trimestre 2022 (-0,2 % prévu, après +0,2 au trimestre précédent), sous l’effet d’une production industrielle en recul et d’une activité atone dans les services, affirme l’Insee dans sa note de conjoncture du mois de décembre. La consommation des ménages se contracterait nettement, en raison notamment d’un fort recul de la consommation d’énergie, et d’un repli des dépenses en hébergement-restauration. Après un fort rattrapage cet été sur les achats de véhicules, l’investissement marquerait le pas.

Les échanges extérieurs soutiendraient quant à eux l'évolution de l'activité en fin d'année, avec notamment d'importantes livraisons aéronautiques et navales.

Au total, la croissance annuelle atteindrait 2,5 % en 2022.

" Le début d'année 2023 resterait marqué par la hausse des prix de l'électricité et du gaz, pour les entreprises comme pour les ménages ", l'Insee. Selon cette dernière, m'activité rebondirait néanmoins très légèrement au premier trimestre (+0,1 % prévu), à la faveur du rebond attendu dans la cokéfaction-raffinage après les grèves de l'automne, et du redémarrage programmé de plusieurs réacteurs nucléaires actuellement en maintenance. Le rebond serait plus franc au deuxième trimestre (+0,3 % prévu) avec une accélération de l'activité dans les services.

* La devise britannique perd 1,63% à 1,225 dollar quelques heures après le nouveau durcissement de la politique monétaire de la Banque d'Angleterre. Elle a rehaussé de 50 points de base son principal taux directeur - comme anticipé par les analystes - à 3,5%. Des nouvelles hausses des taux "pourraient" être nécessaires, a fait savoir l'institution financière, ajoutant qu'elle "répondra avec vigueur" si elle perçoit des tensions inflationnistes persistantes.

" La livre sterling est davantage déterminée par les fluctuations du sentiment de risque des investisseurs. Le ‘cable' est de plus en plus fortement corrélé avec les performances des marchés boursiers mondiaux cette année ", explique MUFG. Or les Bourses européennes ont plongé après le discours " hawkish " de la Banque centrale européenne, pesant sur la devise britannique.

* L'once d'or recule de 1,61% à 1 789,40 dollars, affaibli par le ton " hawkish " adopté par les principales banques centrales européennes et américaine depuis hier. Pour cette raison, le rendement du 10 ans allemand gagne plus de 13 points de base à 2,08%. Or, des rendements plus élevés augmentent le coût d'opportunités de détenir de l'or, qui n'offre aucune rémunération. La progression du dollar rend en outre moins intéressant l'achat d'or par les détenteurs d'autres devises.
* Le climat des affaires en France est resté stable en décembre, a indiqué l’Insee. L’indicateur qui le synthétise, calculé à partir des réponses des chefs d’entreprise des principaux secteurs d’activité marchands, se situe à 102 pour le quatrième mois consécutif. Il reste donc légèrement au-dessus de sa moyenne de longue période (100). La situation conjoncturelle est stable en décembre dans la plupart des secteurs d’activité, à l’exception du commerce de détail pour lequel elle s’améliore un peu.

En décembre 2022, l'indicateur synthétique de climat de l'emploi rebondit de 3 points sur un mois et atteint 111, restant ainsi bien au-dessus de sa moyenne de longue période (100). " Cette amélioration résulte principalement du rebond du solde d'opinion relatif à l'évolution récente des effectifs dans les services (hors agences d'intérim) et, dans une moindre mesure, dans l'industrie et le commerce de détail ", explique l'Insee.

**SOCIETES**

* A la suite de ces annonces par les Banques centrales, la baisse des Bourses a été quasiment générale. Les valeurs du luxe et technologiques ont en particulier grandement baissé en bourse. Seules 3 valeurs du CAC 40 ont échappé au recul du marché parisien.
* Aramco et TotalEnergies (-1,83% à 56,43 euros) vont construire un site pétrochimique de taille mondiale en Arabie Saoudite. Le complexe " Amiral ", détenu et opéré à terme par la raffinerie de Satorp, située à Jubail sur la côte orientale du pays, sera intégré au site existant. Ce projet représente à lui seul un investissement d'environ 11 milliards de dollars, dont 4 milliards de dollars financés sur fonds propres par Aramco (62,5 %) et TotalEnergies (37,5 %). Le chantier doit commencer au premier trimestre de 2023 et le démarrage des opérations commerciales est prévu pour 2027.

Ce site pétrochimique permettra à la raffinerie Satorp (Saudi Aramco TotalEnergies Refining and Petrochemical Company : première joint-venture entre ces deux entreprises de l'énergie) de traiter les gaz et le naphta qu'elle produit, ainsi que de l'éthane et de l'essence naturelle que lui fournira Aramco.

Il permettra de produire des produits chimiques à plus forte valeur ajoutée, en ligne avec la stratégie d'intégration raffinage-pétrochimie d'Aramco. Cette décision d'investissement des deux sociétés est soumise aux conditions et approbations usuelles.

Ce complexe comprendra un vapocraqueur sur charges mixtes d'une capacité de production d'1,65 million de tonnes d'éthylène par an qui sera le tout premier à être intégré à une raffinerie dans la région. Le complexe aura également deux unités de production de polyéthylène de classe mondiale (utilisant la technologie Advanced Dual Loop), une unité d'extraction du butadiène et plusieurs autres unités de production de produits dérivés.

Ce complexe dans son ensemble, avec les sites développés en aval, devrait créer 7 000 emplois locaux, directs et indirects.

* BioMérieux , en baisse de 2,58% à la clôture à 98,44 euros, affichait jeudi matin une des plus fortes hausses du SBF 120, affichant un gain de 0,49% à 101,55 euros après avoir relevé ses objectifs 2022 en raison d’une épidémie de grippe précoce qui se propage rapidement, conjuguée à la prévalence élevée du virus respiratoire syncytial (VRS) et du Covid-19. Le laboratoire affirme que les ventes de panels respiratoires Biofire seront ainsi plus élevées que prévu au quatrième trimestre. « Nous avions relevé nos estimations lundi sur ces arguments » a réagi Midcap Partners qui les ajuste à nouveau en hausse à la lueur de ces nouvelles indications.

En conséquence, le chiffre d'affaires 2022 à taux de change et périmètre constants du spécialiste du diagnostic in vitro est désormais attendu stable tandis que le résultat opérationnel courant contributif 2022 devrait être supérieur à 660 millions d'euros.

Il visait auparavant la borne haute des intervalles publiés en août. A cette époque, le spécialiste des diagnostic in vitro avait indiqué attendre des ventes en repli de -3% à -6% à périmètre et taux de change constants. Le résultat opérationnel courant contributif devrait être compris entre 580 millions d'euros et 625 millions d'euros à taux de change courants.

bioMérieux a aussi dévoilé une version préliminaire des perspectives 2023. En 2023, hors panels respiratoires, la croissance des ventes est attendue entre 8% et 10 % à taux de change et périmètre constants, portée par une croissance solide des panels non-respiratoires Biofire, de la Microbiologie et des Applications Industrielles.

* Elon Musk a vendu pour 3,58 milliards de dollars d’actions de sa société Tesla depuis le début de cette semaine, selon un document déposé auprès de la SEC, l’autorité des marchés américains, daté du 14 décembre. Bloomberg a calculé que ces récentes transactions, les ventes d’actions Tesla par Elon Musk ont franchi la barre des 40 milliards de dollars. Il s'agit de la deuxième plus grosse cession d'Elon Musk depuis l'annonce du rachat de Twitter en octobre pour 44 milliards de dollars. L’action Tesla perd quelque 3% en pré-ouverture.
* « En novembre 2022, le marché européen des voitures particulières neuves a encore enregistré une forte hausse (+16,3 %), la quatrième consécutive cette année », annonce l’Acea, l’Association des constructeurs européens d'automobiles. L’organisation précise cependant qu’avec 829 527 unités vendues, les volumes du mois dernier sont restés bien en deçà des niveaux pré-pandémiques de novembre 2019, où 1 million de voitures avaient été immatriculées.

Volkswagen reste en tête des constructeurs avec 208 177 véhicules immatriculés, suivi de Stellantis (149 979) et de Renault (88 178) : Hyundai (68 012 véhicules) et Toyota (61 707) sont les premiers constructeurs extra-européens.

La plupart des marchés de la région ont contribué positivement à cette croissance globale, y compris les quatre plus grands : la plus forte hausse a été observée en Allemagne (+31,4 %), suivie de l'Italie (+14,7 %), de l'Espagne (+10,3 %) et de la France (+9,8 %).

A fin novembre 2022, les immatriculations de voitures particulières neuves dans l'ensemble de l'Union européenne ont diminué de 6,1 % par rapport à la même période de l'année 2021, du fait des baisses affichées de janvier à juillet. Parmi les quatre marchés clés de la région, l'Italie a enregistré le résultat le plus faible à date cette année (-11,6 %), suivie de la France (-8,7 %), de l'Espagne (-4,4 %) et de l'Allemagne (-2,4 %).

* Stef croît de 0,58% à 86, euros à rebours d'un marché en net repli. Dans le cadre de sa convention européenne, le groupe spécialisé dans les services de transport et de logistique sous température contrôlée dédiés aux produits alimentaires, a fait un point sur les avancées de son dernier plan stratégique en affirmant ses nouveaux objectifs pour 2022-2026. Stef ambitionne d'être le leader européen du transport et de la logistique alimentaire sous température dirigée et se fixe comme but de porter son chiffre d'affaires à 5 milliards d'euros à fin 2026.

"Ce plan place le Care au cœur de nos relations avec l'ensemble de nos parties prenantes internes comme externes – collaborateurs, clients, consommateurs – ainsi qu'au centre de notre stratégie environnementale", résume Stanislas Lemor, Pdg du groupe.

Au terme de son précédent plan stratégique, Stef a consolidé son développement européen grâce à une solide croissance organique et à l'accélération de sa croissance externe qui l'a amené à se développer dans un huitième pays : le Royaume-Uni.

Le groupe a par ailleurs renforcé son indépendance financière ainsi que ses capacités immobilières et techniques,en accroissant son patrimoine de 3,4 millions de mètres cubes sous température dirigée, en faisant l'acquisition de 132 hectares de terrains stratégiques et en développant ses moyens propres pour la production d'énergies renouvelables.

Aussi, Stef entend accélérer sur l'utilisation des biocarburants pour ses véhicules, poursuivre plus avant ses tests sur l'utilisation de l'hydrogène et installer plus de 400 000 m2 de panneaux photovoltaïques destinés à autoproduire 20 % de ses besoins d'ici 2025.

**ANALYSE**

* La Banque centrale européenne a finalement bien choisi de relever ses taux directeurs de 50 points de base. Le taux de dépôt est ainsi passé à 2 %, celui de la facilité de refinancement à 2,5 % et celui de la facilité de prêt marginale à 2,75 %. Un tour de vis de moindre ampleur que les deux précédents, qui avaient atteint 75 points de base en septembre et en octobre.

Ce ralentissement dans le rythme de hausse des taux était attendu par les marchés. L'institution de Francfort adopte la même stratégie que la Réserve fédérale américaine, mercredi soir et que la Banque d’Angleterre, jeudi matin.

Les taux directeurs de la BCE ont progressé de 200 points de base en six mois, une intensité jamais vue depuis la création de la banque centrale en 1999. Pour Carsten Brzeski chez ING, les effets de cette hausse massive se font déjà ressentir dans l'économie de la zone euro, avec « des taux d'emprunt moyens des entreprises et des ménages [qui] ont augmenté de manière significative ». Et l'inflation a donné un léger signe d'affaiblissement, passant de 10,6 % sur 12 mois en octobre à 10 % en novembre.

En outre, la BCE vient a priori de franchir un seuil. Celui du taux de dépôt neutre, c'est-à-dire le niveau auquel il n'accélère ni ne ralentit l'économie. La banque centrale a rappelé dans son communiqué qu'elle comptait aller au-delà et voir ses taux directeurs entrer en territoire restrictif pour réduire significativement l'inflation et la ramener vers son objectif de 2 %.

Les dernières prévisions macroéconomiques de la banque centrale ont été revues à la hausse concernant l'évolution des prix. Elles voient l'inflation se situer à 6,3 % l'an prochain, et encore à 2,4 % en 2025. De quoi justifier une réponse forte de la BCE, malgré une moindre ampleur du tour de vis décidée ce jeudi.

« Les taux d'intérêt devront encore augmenter sensiblement à un rythme soutenu » , a averti Christine Lagarde, la présidente de la BCE, précisant que la banque centrale n'avait fait qu'une partie du chemin. L'institution de Francfort compte maintenir ses taux à un niveau élevé sur une durée suffisamment longue pour se prémunir contre une reprise de l'inflation.

Un ton déterminé qui a fait réagir les marchés. « Ces derniers commencent à anticiper un taux « final » plus élevé, supérieur à 3 % » note Frederik Ducrozet, chez Pictet. Les rendements des obligations d'Etat allemandes et françaises à 10 ans ont progressé de plus de 15 points de base, et leur équivalent italien de près de 30 points de base. A 16 heures, la Bourse de Paris reculait de 3,30 % et celle de Francfort de 2,90 %.

Au-delà de la hausse des taux, qui constitue son principal instrument contre l'inflation comme l'a rappelé Christine Lagarde, l'action de la BCE passera aussi par un dégonflement de son immense bilan. Cette dernière a acquis un portefeuille de 5.000 milliards d'euros d'obligations depuis 2015, afin de soutenir l'économie face à d'importantes pressions déflationnistes, notamment lors de la crise du Covid.

Dans un contexte de flambée de l'inflation, la BCE a mis fin à ses achats nets. Mais elle continue à réinvestir chaque mois les montants issus du remboursement des obligations arrivées à échéance. Ce qui crée toujours une pression à la baisse sur les coûts de financement en zone euro, alors que la banque centrale souhaite au contraire les faire progresser pour réduire la hausse des prix.

Christine Lagarde a également présenté les grandes lignes de ce « resserrement quantitatif ». D'après le communiqué, la banque centrale diminuera progressivement les réinvestissements à compter de mars 2023. La réduction sera plafonnée à 15 milliards d'euros par mois jusqu'à la fin du deuxième trimestre, « ce qui correspond environ à la moitié du montant des remboursements mensuels sur cette période », a expliqué la Française.

Ce rythme pourra ensuite évoluer. L'exercice devra être mené avec délicatesse, car il est susceptible d'entraîner une très forte volatilité sur les taux d'emprunts des Etats de la zone euro. Et ce, dans une période où leurs programmes de financement atteignent, en France et en Allemagne notamment, des niveaux record.

**L’AGENDA DU 16 décembre 2022**

**9h15 en France**

Indices des directeurs d'achat dans les secteurs manufacturier et des services

**9h30 en Allemagne**

Indices des directeurs d'achat dans les secteurs manufacturier et des services

**10h00 en zone euro**

Indices des directeurs d'achat dans les secteurs manufacturier et des services

**11h00 en zone euro**

Inflation en novembre

Balance commerciale en octobre  
  
**15h45 aux Etats-Unis**

Indices des directeurs d'achat dans les secteurs manufacturier et des services